

JEAN-CLAUDE TRICHET

Ancien président, BCE

Arthur RUTISHAUSER, rédacteur en chef, *SonntagsZeitung*

La zone euro n'est pas en très bon état. M. Trichet, vous avez été le premier président de cette monnaie unique, et vos premières déclarations étaient à propos de la stabilité et faisaient référence à un agenda complètement différent de celui que nous voyons à présent. Est-ce que le consensus sur la manière de gouverner une banque centrale a changé depuis vous avez commencé ?

Jean-Claude TRICHET, ancien président, BCE

Je vais d'abord faire écho à ce que nos deux collègues viennent de dire. On peut prendre les choses sous un autre angle – on peut dire que dès le début, l'euro, en tant que monnaie, a été considérée avec beaucoup de scepticisme, et j'en ai été témoin aux Etats-Unis et en Asie avant que l'euro ne soit créé. L'idée était que ça allait être un échec total, et que dans tous les cas, il était quasi-impossible de créer une monnaie en partant de rien et en fusionnant un si grand nombre de monnaies. De ce point de vue biaisé, vous pouviez également déduire que dans le cas où les économies avancées devraient subir une grave crise financière, la monnaie européenne disparaîtrait et la zone euro dans son ensemble serait démantelée.

Que s'est-il passé en réalité ? Nous avons eu le test de résistance : c'était la pire crise financière depuis la Seconde Guerre mondiale, et cela aurait pu être la plus grave crise financière depuis la Première Guerre mondiale si les banques centrales partout dans le monde n'avaient pas réagi très rapidement et avec beaucoup d'audace. Ce qui s'est passé est exactement le contraire de ce qui avait été prédit. Premièrement, la monnaie s'est avérée être crédible, apte à inspirer la confiance et à préserver la stabilité, au point que la critique principale faite à l'euro pendant la crise a été que la monnaie était trop forte, et pour une monnaie qui devait disparaître, c'est très paradoxal. J'en ai fait l'expérience moi-même, comme vous le savez, en tant que président.

Deuxièmement, combien de pays faisaient partie de la zone euro lors de l'effondrement de Lehman Brothers ? Il y en avait 15 à ce moment où nous avons vécu la pire crise depuis la Seconde Guerre mondiale. Combien des 15 sont encore là ? Tous, tous les 15, y compris la Grèce, car près de 70 % du peuple grec, dans plusieurs sondages, ont voulu rester, et la principale raison pour laquelle la Grèce est encore là a été la volonté du peuple. En outre, quatre nouveaux pays sont entrés, les trois pays baltes et la Slovaquie, donc nous sommes à présent 19, et ces quatre nouveaux pays sont entrés pendant la crise.

Je ne mentionne pas cela pour dire que la zone euro est un fantastique succès, mais seulement pour dire qu'elle est beaucoup plus résistante que ne l'avaient prédit la grande majorité des observateurs. Deuxièmement, la véritable mesure du succès à long terme sera la croissance et la création d'emplois, et nous devons travailler activement sur ces points. Je partage les opinions exprimées par Mugur. Nous devons continuer de construire l'Europe, en améliorant la branche exécutive de la zone euro, ainsi que sa légitimité démocratique. Ce sont les deux directions dans lesquelles nous devons travailler dur.

Arthur RUTISHAUSER, rédacteur en chef, *SonntagsZeitung*

Etes-vous sûr que les peuples soutiennent l'euro autant que vous le dites ? Personne en Suisse ne voterait pour rejoindre la monnaie unique, et si vous lanciez un vote en Allemagne, ils diraient non également.

Jean-Claude TRICHET, ancien président, BCE

Je suis désolé de vous dire que vous avez tort, monsieur. Nous avons l'un des plus forts soutiens à la monnaie en Allemagne, paradoxalement, ainsi qu'en Grèce, comme je viens de le dire. Selon le dernier Eurobaromètre, le soutien



est approximativement au même niveau, environ 2/3 de la population dans les deux pays. Je ne doute pas de votre position concernant la Suisse, sachant à quel point votre pays est historiquement hésitant quand il s'agit de rejoindre une institution internationale. Peut-être avez-vous de nombreuses et très bonnes raisons de ne pas intégrer l'Union européenne. Cependant, il ne faut pas croire tout ce qu'on entend. Ce qui m'a beaucoup surpris quand j'ai regardé le dernier Eurobaromètre en Europe, un sondage effectué tous les 6 mois par la Commission, c'était de voir le bas niveau de confiance dans les institutions en général en Europe, mais paradoxalement, il y a plus de confiance dans les institutions européennes que dans les institutions nationales, plus de confiance dans le Parlement européen que dans les parlements nationaux, plus de confiance dans la Commission que dans les gouvernements nationaux, ce qui est extrêmement paradoxal.

Cela signifie que les peuples d'Europe ne sont pas satisfaits, et de façon évidente ils ont de très bonnes raisons pour cela. Ils ont un bas niveau de confiance dans leur leadership actuel, qu'il soit national ou européen, et nous devons répondre à ce problème crucial, mais dire que l'Europe est rejetée de façon générale n'est pas ce que j'ai observé dans le sondage. Ce n'est pas ce que les Européens pensent.